|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | CONVENTION SURLES ESPÈCESMIGRATRICES | UNEP/CMS/COP12/CRP3327 octobre 2017 |

PROJET DE RÉSOLUTION

**QUESTIONS FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES**

(UNEP/CMS/COP12/Doc.14.2)

*(Préparé par le Groupe de travail du budget)*

*Rappelant* le paragraphe 4 de l’Article VII de la Convention, qui dispose que:

« *La Conférence des Parties établit le règlement financier de la présente Convention, et le soumet à un examen régulier. La Conférence des Parties, à chacune de ses sessions ordinaires, adopte le budget pour l’exercice suivant. Chacune des Parties contribue à ce budget selon un barème qui sera convenu par la Conférence* »;

*Sachant* qu’il est important que toutes les Parties soient en mesure de contribuer à la mise en œuvre de la Convention et des activités connexes;

*Prenant note* du nombre croissant de Parties, d’autres pays, ainsi que d’organisations qui participent comme observateurs aux réunions de la Conférence des Parties, et des dépenses supplémentaires qui en résultent pour les Parties;

*Rappelant* la Résolution 10.1 qui demande au Secrétariat d’entreprendre une évaluation de l’échelon des postes du Secrétariat, en tenant compte des conclusions du Groupe de travail sur la structure future de la CMS pour que les Parties à la COP11 puissent décider de l’échelon de ces postes;

*Notant* que le niveau actuel du solde du Fonds d’affectation spéciale et la tendance haussière des soldes en fin d’exercice des arriérés des Parties ne permettent pas de prélever sur le solde du Fonds d’affectation spéciale pour contribuer au financement du budget actuel car cela pourrait avoir une influence défavorable sur les liquidités du Fonds;

*Ayant examiné* le projet de Programme de travail pour 2018-2020 soumis par le Secrétariat;

*Notant* que la Deuxième Réunion des Signataires du Mémorandum d’entente sur la conservation des requins migrateurs (MdE Requins) a décidé que le Secrétariat de la CMS fera office de Secrétariat permanent du MdE Requins;

*La Conférence des Parties à la*

*Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Confirme* que toutes les Parties devraient contribuer au budget adopté à l’échelle convenue par la Conférence des Parties, conformément au paragraphe 4 de l’article VII de la Convention;
2. *Adopte* le budget pour la période 2018-2020 figurant à l’Annexe 1 de la présente Résolution;
3. *Adopte* l’échelle des contributions des Parties à la Convention, basée sur l’échelle de contribution des Nations Unies, telle qu’énumérée dans l’Annexe 2 à la présente résolution et *décide* d’appliquer cette échelle de façon proportionnelle aux nouvelles Parties;
4. *Prie* les Parties, tout particulièrement celles qui doivent payer un faible montant de contributions, d’envisager de payer en un seul versement leurs contributions pour la période triennale;
5. *Prie instamment* toutes les Parties de s’acquitter de leurs contributions dès que possible, de préférence avant le 1er mars de l’année à laquelle elles se rapportent et, si les Parties le souhaitent, d’informer le Secrétariat si elles préfèrent recevoir une seule facture couvrant tout la période triennale;
6. *Constate* avec préoccupation qu’un certain nombre de Parties n’ont pas versé leurs contributions au budget principal pour l’année 2017 et les précédentes années, ayant un impact défavorable sur la mise en œuvre de la Convention;
7. *Prie instamment* les Parties ayant des arriérés de coopérer avec le Secrétariat pour organiser le paiement de leurs contributions non réglées sans délai;
8. *Décide* d’établir le seuil d’éligibilité pour financer la participation des délégués aux réunions de la Convention à 0,2% sur le barème des quotes-parts des Nations Unies et, en règle générale également, d’exclure d’une telle éligibilité les pays de l’Union Européenne, les pays européens qui ont une économie développée et les pays qui ont des retards de paiement de trois ans ou plus;
9. *Décide* que les représentants des pays dont les arriérés de paiement sont de trois ans ou plus ne devraient pas exercer de fonction au sein des organes de la Convention et devraient se voir refuser le droit de vote; et *prie* le Secrétaire exécutif d’étudier avec ces Parties des approches innovantes pour identifier des financements possibles, afin de régler leurs arriérés avant la prochaine session de la Conférence des Parties;
10. *Décide* que les résolutions adoptées par la Conférence des Parties mettant en place, entre autres, des organes, des mécanismes ou des activités qui ont des répercussions financières non prévues à l’Annexe 1, sont tributaires des fonds disponibles provenant de contributions volontaires;
11. *Encourage* toutes les Parties à verser des contributions volontaires au Fonds d’affectation spéciale MVL[[1]](#footnote-1) , pour appuyer les demandes faites par les pays en développement de participer à la Convention et de contribuer à sa mise en œuvre pendant toute la période triennale;
12. *Approuve* le Programme de travail pour 2018-2020 figurant à l’Annexe 5 pour aider les Parties à identifier les activités et projets clés en cours qui ne sont pas couverts par le budget de base qu’elles entendent financer;
13. *Encourage* les États qui ne sont pas Parties à la Convention, ainsi que les organisations gouvernementales, intergouvernementales et non-gouvernementales et d’autres entités, à envisager de verser des contributions au Fonds d’affectation spéciale MVL, ou pour des activités spécifiques;
14. *Décide* que le Secrétaire exécutif, sous réserve de l’approbation du Comité permanent et, dans les cas urgents, avec l’approbation du Président, sera habilité à dépenser ou à utiliser des fonds économisés sur l’exécution du budget de base et des fonds provenant de nouvelles Parties à la Convention pour des activités figurant dans le programme de travail chiffré approuvé non couvertes par le budget de base.
15. *Décide* que le Secrétaire exécutif est habilité à prendre des décisions personnelles, selon que de besoin, pour mettre en œuvre les priorités établies par les Parties, conformément au programme de travail, dans la mesure où ces décisions restent dans les limites du budget général;
16. *Encourage* le Secrétaire exécutif, conformément aux règles des Nations Unies, à utiliser les opportunités offertes par les postes vacants pour renforcer les capacités du Secrétariat, dans les limites du budget assigné, y compris en effectuant des changements structurels;
17. *Approuve* le reclassement du poste P-2 à mi-temps (50 pour cent) d’Administrateur associé chargé de l’information à P-2 à plein temps;
18. *Invite* les Parties à examiner la possibilité de financer des Jeunes experts associés (JEA) et/ou de fournir gratuitement du personnel ou des experts techniques au Secrétariat, afin d’accroître ses capacités techniques;
19. *Demande* au Sous-Comité des finances et du budget du Comité permanent :
20. de se réunir un jour avant le début de chaque réunion ordinaire du Comité permanent et de mener leurs travaux intersessions par des moyens électroniques ou d’autres moyens;
21. de travailler avec le Secrétariat pour préparer tous les documents financiers et budgétaires soumis à l’examen du Comité permanent;
22. de fonctionner dans le cadre du mandat énoncé dans l’Annexe 3 à la présente résolution;
23. *Confirme* que le Secrétariat de la CMS continuera de fournir des services de secrétariat à l’ASCOBANS et à l’Accord sur les gorilles pendant le prochain exercice triennal et *décide* que le Secrétariat de la CMS fera office de Secrétariat permanent du MdE Requins;
24. *Demande* au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’Environnement de continuer à intégrer différents aspects du programme de travail de la Convention dans le programme de travail du Programme des Nations Unies pour l’Environnement et d’envisager, selon qu’il convient, de fournir un appui financier à des activités spécifiques de la CMS dans ce contexte;
25. *Demande* au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’Environnement de prolonger la durée du Fonds d’affectation spéciale MSL[[2]](#footnote-2) de la Convention jusqu’au 31 décembre 2020;
26. *Approuve* le mandat pour l’administration du Fonds d’affectation spéciale, tel qu’énoncé à l’Annexe 4 de la présente Résolution, pour la période allant de 2018 à 2020;
27. *Décide* que toutes les contributions au Fonds d’affectation spéciale seront réglées en euros;
28. *Décide en outre* de maintenir une réserve de fonctionnement à un niveau constant d'au moins 15% des dépenses annuelles estimées, soit 500 000 US dollars, le montant le plus élevé étant retenu ;
29. *Demande* au Secrétariat de surveiller attentivement les variations des taux de change et d’ajuster le niveau des dépenses, selon que de besoin; et *décide* que le Secrétariat, en dernier ressort, peut demander au Comité permanent d’effectuer un prélèvement sur le Fonds d’affectation spéciale, à titre exceptionnel jusqu'à 100 000 EUR par période triennale pour des coûts opérationnels inattendus;
30. *Abroge* la Résolution 11.1, mais les contributions ordinaires des Parties servant à financer le budget 2015-2017 telles qu’établies à l’Annexe II de la Résolution sont conservées.

**Annexe 1**

**BUDGET POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2018 - 2020:**

 (tous les chiffres sont en euros)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Objet de dépense***  | ***2018***  | ***2019***  | ***2020***  |  ***Total***  |
| **Coûts de personnel** |  |  |  |  |
| Personnel professionnel  | 1 412 657  | 1 440 910  | 1 469 728  | 4 323 295  |
| Personnel des services généraux | 472 731  | 482 186  | 491 829  | 1 446 746  |
| **Sous-total** | **1 885 388**  | **1 923 096**  | **1 961 558**  | **5 770 041**  |
| **Services contractuels** |  |  |  |  |
| Services contractuels (traductions générales et édition de documents) | 90 168  | 91 971  | 93 811  | 275 950  |
| Services de la COP13 (interprétation, rédaction de rapports) | -  | -  | 307 073  | 307 073  |
| Production de matériel d’information | 12 750  | 13 005  | 13 265  | 39 020  |
| **Sous-total** | **102 918**  | **104 976**  | **414 149**  | **622 043**  |
| **Coûts de fonctionnement** |  |  |  |  |
| Outils TIC - Développement et maintenance du site web  | 6 630  | 6 763  | 6 898  | 20 290  |
| Évolution du personnel (formation, retraites) | 10 200  | 10 404  | 10 612  | 31 216  |
| Services informatiques (UNV) | 71 400  | 72 828  | 74 285  | 218 513  |
| Services bureautiques (locations d’imprimantes, hébergements) | 10 200  | 10 404  | 10 612  | 31 216  |
| Services de communication et de courrier | 17 850  | 18 207  | 18 571  | 54 628  |
| Divers | 3 813  | 3 889  | 3 967  | 11 669  |
| **Sous-total** | **120 093**  | **122 495**  | **124 945**  | **367 532**  |
| **Fournitures** |  |  |  |  |
| Fournitures de bureau | 5 916  | 6 034  | 6 155  | 18 105  |
| **Sous-total** | **5 916**  | **6 034**  | **6 155**  | **18 105**  |
| **Matériel** |  |  |  |  |
| Matériel non durable | 10 710  | 10 924  | 11 143  | 32 777  |
| **Sous-total** | **10 710**  | **10 924**  | **11 143**  | **32 777**  |
| **Voyages**  |  |  |  |  |
| Déplacements du personnel | 64 974  | 66 273  | 67 599  | 198 846  |
| Déplacements du personnel - COP13 | -  | -  | 56 245  | 56 245  |
| Réunions du Comité permanent | 22 965  | 23 425  | -  | 46 390  |
| Réunions du Conseil scientifique | 52 424  | 53 473  | -  | 105 897  |
| **Sous-total** | **140 363**  | **143 172**  | **123 844**  | **407 379**  |
| **Total**  | **2 265 388**  | **2 310 698**  | **2 641 793**  | **7 217 878**  |
| Dépenses d’appui au programme | 294 500  | 300 391  | 343 433  | 938 324  |
| **Grand total**  | **2 559 888**  | **2 611 088**  | **2 985 226**  | **8 156 202** |

**Annexe 2**

## BARÊME DES CONTRIBUTIONS AU BUDGET

## POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2018 – 2020

##  (tous les chiffres sont en euros)

| **N°** | **Parties** | **Barême ONU pour 2017** |  **Barême ajusté** **%**  | **2018** | **2019** | **2020** | **Total** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | Afghanistan | 0.006 | 0.0126 | 324 | 330 | 378 | 1 031 |
| 2 | Albanie | 0.008 | 0.0169 | 432 | 440 | 503 | 1 375 |
| 3 | Algérie | 0.161 | 0.3394 | 8 687 | 8 861 | 10 130 | 27 678 |
| 4 | Angola | 0.010 | 0.0211 | 540 | 550 | 629 | 1 719 |
| 5 | Antigua-et-Barbuda | 0.002 | 0.0042 | 108 | 110 | 126 | 344 |
| 6 | Argentine | 0.892 | 1.8801 | 48 130 | 49 092 | 56 127 | 153 349 |
| 7 | Arménie | 0.006 | 0.0126 | 324 | 330 | 378 | 1 031 |
| 8 | Australie | 2.337 | 4.9259 | 126 098 | 128 620 | 147 049 | 401 767 |
| 9 | Autriche | 0.720 | 1.5176 | 38 849 | 39 626 | 45 304 | 123 779 |
| 10 | Bangladesh | 0.010 | 0.0211 | 540 | 550 | 629 | 1 719 |
| 11 | Biélorussie | 0.056 | 0.1180 | 3 022 | 3 082 | 3 524 | 9 627 |
| 12 | Belgique | 0.885 | 1.8654 | 47 752 | 48 707 | 55 686 | 152 145 |
| 13 | Bénin | 0.003 | 0.0063 | 162 | 165 | 189 | 516 |
| 14 | Bolivie (Etat plurinational de) | 0.012 | 0.0253 | 647 | 660 | 755 | 2 063 |
| 15 | Bosnie-Herzégovine  | 0.013 | 0.0274 | 701 | 715 | 818 | 2 235 |
| 16 | Brésil | 3.823 | 8.0581 | 206 278 | 210 404 | 240 552 | 657 233 |
| 17 | Bulgarie | 0.045 | 0.0949 | 2 428 | 2 477 | 2 832 | 7 736 |
| 18 | Burkina Faso | 0.004 | 0.0084 | 216 | 220 | 252 | 688 |
| 19 | Burundi | 0.001 | 0.0021 | 54 | 55 | 63 | 172 |
| 20 | Cabo Verde | 0.001 | 0.0021 | 54 | 55 | 63 | 172 |
| 21 | Cameroun | 0.010 | 0.0211 | 540 | 550 | 629 | 1 719 |
| 22 | Tchad | 0.005 | 0.0105 | 270 | 275 | 315 | 860 |
| 23 | Chili | 0.399 | 0.8410 | 21 529 | 21 959 | 25 106 | 68 594 |
| 24 | Congo | 0.006 | 0.0126 | 324 | 330 | 378 | 1 031 |
| 25 | Îles Cook | 0.001 | 0.0021 | 54 | 55 | 63 | 172 |
| 26 | Costa Rica | 0.047 | 0.0991 | 2 536 | 2 587 | 2 957 | 8 080 |
| 27 | Côte d’Ivoire | 0.009 | 0.0190 | 486 | 495 | 566 | 1 547 |
| 28 | Croatie | 0.099 | 0.2087 | 5 342 | 5 449 | 6 229 | 17 020 |
| 29 | Cuba | 0.065 | 0.1370 | 3 507 | 3 577 | 4 090 | 11 175 |
| 30 | Chypre | 0.043 | 0.0906 | 2 320 | 2 367 | 2 706 | 7 392 |
| 31 | République tchèque | 0.344 | 0.7251 | 18 561 | 18 932 | 21 645 | 59 139 |
| 32 | Congo (République dém. du) | 0.008 | 0.0169 | 432 | 440 | 503 | 1 375 |
| 33 | Danemark | 0.584 | 1.2309 | 31 511 | 32 141 | 36 747 | 100 399 |
| 34 | Djibouti | 0.001 | 0.0021 | 54 | 55 | 63 | 172 |
| 35 | République dominicaine  | 0.046 | 0.0970 | 2 482 | 2 532 | 2 894 | 7 908 |
| 36 | Équateur | 0.067 | 0.1412 | 3 615 | 3 687 | 4 216 | 11 518 |
| 37 | Égypte | 0.152 | 0.3204 | 8 201 | 8 366 | 9 564 | 26 131 |
| 38 | Guinée équatoriale | 0.010 | 0.0211 | 540 | 550 | 629 | 1 719 |
| 39 | Erythrée | 0.001 | 0.0021 | 54 | 55 | 63 | 172 |
| 40 | Estonie | 0.038 | 0.0801 | 2 050 | 2 091 | 2 391 | 6 533 |
| 41 | Éthiopie | 0.010 | 0.0211 | 540 | 550 | 629 | 1 719 |
| 42 | Union européenne |  | 2.5000 | 63 997 | 65 277 | 74 631 | 203 905 |
| 43 | Fidji | 0.003 | 0.0063 | 162 | 165 | 189 | 516 |
| 44 | Finlande | 0.456 | 0.9612 | 24 604 | 25 097 | 28 693 | 78 393 |
| 45 | France | 4.859 | 10.2417 | 262 177 | 267 421 | 305 739 | 835 338 |
| 46 | Gabon | 0.017 | 0.0358 | 917 | 936 | 1 070 | 2 923 |
| 47 | Gambie | 0.001 | 0.0021 | 54 | 55 | 63 | 172 |
| 48 | Géorgia | 0.008 | 0.0169 | 432 | 440 | 503 | 1 375 |
| 49 | Allemagne | 6.389 | 13.4667 | 344 732 | 351 626 | 402 010 | 1 098 368 |
| 50 | Ghana | 0.016 | 0.0337 | 863 | 881 | 1 007 | 2 751 |
| 51 | Grèce | 0.471 | 0.9928 | 25 414 | 25 922 | 29 636 | 80 972 |
| 52 | Guinée | 0.002 | 0.0042 | 108 | 110 | 126 | 344 |
| 53 | Guinée-Bissau | 0.001 | 0.0021 | 54 | 55 | 63 | 172 |
| 54 | Honduras | 0.008 | 0.0169 | 432 | 440 | 503 | 1 375 |
| 55 | Hongrie | 0.161 | 0.3394 | 8 687 | 8 861 | 10 130 | 27 678 |
| 56 | Inde | 0.737 | 1.5534 | 39 766 | 40 562 | 46 374 | 126 702 |
| 57 | Iran (République islamique d’) | 0.471 | 0.9928 | 25 414 | 25 922 | 29 636 | 80 972 |
| 58 | Iraq | 0.129 | 0.2719 | 6 960 | 7 100 | 8 117 | 22 177 |
| 59 | Irlande | 0.335 | 0.7061 | 18 076 | 18 437 | 21 079 | 57 592 |
| 60 | Israël | 0.430 | 0.9063 | 23 202 | 23 666 | 27 057 | 73 924 |
| 61 | Italie | 3.748 | 7.9000 | 202 231 | 206 276 | 235 833 | 644 339 |
| 62 | Jordanie | 0.020 | 0.0422 | 1 079 | 1 101 | 1 258 | 3 438 |
| 63 | Kazakhstan | 0.191 | 0.4026 | 10 306 | 10 512 | 12 018 | 32 836 |
| 64 | Kenya | 0.018 | 0.0379 | 971 | 991 | 1,133 | 3 094 |
| 65 | Kirghizistan | 0.002 | 0.0042 | 108 | 110 | 126 | 344 |
| 66 | Lettonie | 0.050 | 0.1054 | 2 698 | 2 752 | 3 146 | 8 596 |
| 67 | Libéria | 0.001 | 0.0021 | 54 | 55 | 63 | 172 |
| 68 | Libye | 0.125 | 0.2635 | 6 745 | 6 880 | 7 865 | 21 489 |
| 69 | Liechtenstein | 0.007 | 0.0148 | 378 | 385 | 440 | 1 203 |
| 70 | Lituanie | 0.072 | 0.1518 | 3 885 | 3 963 | 4 530 | 12 378 |
| 71 | Luxembourg | 0.064 | 0.1349 | 3 453 | 3 522 | 4 027 | 11 003 |
| 72 | Madagascar | 0.003 | 0.0063 | 162 | 165 | 189 | 516 |
| 73 | Mali | 0.003 | 0.0063 | 162 | 165 | 189 | 516 |
| 74 | Malte | 0.016 | 0.0337 | 863 | 881 | 1 007 | 2 751 |
| 75 | Mauritanie | 0.002 | 0.0042 | 108 | 110 | 126 | 344 |
| 76 | Maurice | 0.012 | 0.0253 | 647 | 660 | 755 | 2 063 |
| 77 | Monaco | 0.010 | 0.0211 | 540 | 550 | 629 | 1 719 |
| 78 | Mongolie | 0.005 | 0.0105 | 270 | 275 | 315 | 860 |
| 79 | Monténégro | 0.004 | 0.0084 | 216 | 220 | 252 | 688 |
| 80 | Maroc | 0.054 | 0.1138 | 2 914 | 2 972 | 3 398 | 9 283 |
| 81 | Mozambique | 0.004 | 0.0084 | 216 | 220 | 252 | 688 |
| 82 | Pays-Bas | 1.482 | 3.1237 | 79 964 | 81 564 | 93 251 | 254 779 |
| 83 | Nouvelle-Zélande | 0.268 | 0.5649 | 14 460 | 14 750 | 16 863 | 46 073 |
| 84 | Niger | 0.002 | 0.0042 | 108 | 110 | 126 | 344 |
| 85 | Nigéria | 0.209 | 0.4405 | 11 277 | 11 503 | 13 151 | 35 930 |
| 86 | Norvège | 0.849 | 1.7895 | 45 810 | 46 726 | 53 421 | 145 956 |
| 87 | Pakistan | 0.093 | 0.1960 | 5 018 | 5 118 | 5 852 | 15 988 |
| 88 | Palaos | 0.001 | 0.0021 | 54 | 55 | 63 | 172 |
| 89 | Panama | 0.034 | 0.0717 | 1 835 | 1 871 | 2 139 | 5 845 |
| 90 | Paraguay | 0.014 | 0.0295 | 755 | 771 | 881 | 2 407 |
| 91 | Pérou | 0.136 | 0.2867 | 7 338 | 7 485 | 8 557 | 23 381 |
| 92 | Philippines | 0.165 | 0.3478 | 8 903 | 9 081 | 10 382 | 28 366 |
| 93 | Pologne | 0.841 | 1.7727 | 45 378 | 46 285 | 52 918 | 144 581 |
| 94 | Portugal | 0.392 | 0.8263 | 21 151 | 21 574 | 24 666 | 67 391 |
| 95 | République de Moldova | 0.004 | 0.0084 | 216 | 220 | 252 | 688 |
| 96 | Roumanie | 0.184 | 0.3878 | 9 928 | 10 127 | 11 578 | 31 632 |
| 97 | Rwanda | 0.002 | 0.0042 | 108 | 110 | 126 | 344 |
| 98 | Samoa | 0.001 | 0.0021 | 54 | 55 | 63 | 172 |
| 99 | Sao Tomé-et-Principe | 0.001 | 0.0021 | 54 | 55 | 63 | 172 |
| 100 | Arabie saoudite | 1.146 | 2.4155 | 61 835 | 63 072 | 72 109 | 197 015 |
| 101 | Sénégal | 0.005 | 0.0105 | 270 | 275 | 315 | 860 |
| 102 | Serbie | 0.032 | 0.0674 | 1 727 | 1 761 | 2 014 | 5 501 |
| 103 | Seychelles | 0.001 | 0.0021 | 54 | 55 | 63 | 172 |
| 104 | Slovaquie | 0.160 | 0.3372 | 8 633 | 8 806 | 10 068 | 27 506 |
| 105 | Slovénie | 0.084 | 0.1771 | 4 532 | 4 623 | 5 285 | 14 441 |
| 106 | Somalie | 0.001 | 0.0021 | 54 | 55 | 63 | 172 |
| 107 | Afrique du Sud | 0.364 | 0.7672 | 19 640 | 20 033 | 22 904 | 62 577 |
| 108 | Espagne | 2.443 | 5.1493 | 131 817 | 134 454 | 153 719 | 419 990 |
| 109 | Sri Lanka | 0.031 | 0.0653 | 1 673 | 1 706 | 1 951 | 5 329 |
| 110 | Swaziland | 0.002 | 0.0042 | 108 | 110 | 126 | 344 |
| 111 | Suède | 0.956 | 2.0150 | 51 583 | 52 615 | 60 154 | 164 351 |
| 112 | Suisse | 1.140 | 2.4029 | 61 511 | 62 741 | 71 731 | 195 984 |
| 113 | République arabe syrienne | 0.024 | 0.0506 | 1 295 | 1 321 | 1 510 | 4 126 |
| 114 | Tadjikistan | 0.004 | 0.0084 | 216 | 220 | 252 | 688 |
| 115 | L’ARY de Macédoine | 0.007 | 0.0148 | 378 | 385 | 440 | 1 203 |
| 116 | Togo | 0.001 | 0.0021 | 54 | 55 | 63 | 172 |
| 117 | Tunisie | 0.028 | 0.0590 | 1 511 | 1 541 | 1 762 | 4 814 |
| 118 | Ouganda | 0.009 | 0.0190 | 486 | 495 | 566 | 1 547 |
| 119 | Ukraine | 0.103 | 0.2171 | 5 558 | 5 669 | 6 481 | 17 707 |
| 120 | Émirat arabes unis | 0.604 | 1.2731 | 32 590 | 33 242 | 38 005 | 103 837 |
| 121 | Royaume-Uni | 4.463 | 9.4071 | 240 810 | 245 627 | 280 822 | 767 259 |
| 122 | République unie de Tanzanie | 0.010 | 0.0211 | 540 | 550 | 629 | 1 719 |
| 123 | Uruguay | 0.079 | 0.1665 | 4 263 | 4 348 | 4 971 | 13 581 |
| 124 | Ouzbékistan | 0.023 | 0.0485 | 1 241 | 1 266 | 1 447 | 3 954 |
| 125 | Yémen | 0.010 | 0.0211 | 540 | 550 | 629 | 1,719 |
| 126 | Zimbabwe | 0.004 | 0.0084 | 216 | 220 | 252 | 688 |
|  | **GRAND TOTAL** | **46.257** | **100** | **2,559,888** | **2,611,088** | **2,985,226** | **8,156,202** |

**Annexe 3**

**Mandat du Sous-Comité des finances et du budget**

1. *Composition du Sous-Comité:*

1. Le Sous-Comité des finances et du budget sera composé de membres du Comité permanent, avec un représentant de pays provenant de chacune des régions de la CMS, nommé par la région; et

b) Le Sous-Comité élit un Président parmi ses membres.

2. *Réunions et mode de fonctionnement du Sous-Comité:*

1. Le Sous-Comité se réunira en session close (c.-à-d. que seulement les membres du Sous-Comité, les observateurs provenant de Parties et le Secrétariat pourront assister) un jour avant chaque réunion du Comité permanent; et

b) Les membres du Sous-Comité communiqueront par voie électronique entre les réunions du Comité permanent. À cette fin, le Secrétariat établira un forum sur son site Web qui permettra aux membres de communiquer et d’échanger des documents, qui pourraient être lus par des Parties non membres et qui feront connaître leurs vues à leur représentant régional auprès du Sous-Comité.

3. *Responsabilités des membres du Sous-Comité:*

Les membres du Sous-Comité recueilleront et présenteront les vues de leur région en accomplissant leurs tâches et feront rapport à leur région.

4. *Responsibilités du Sous-Comité:*

Afin de remplir le mandat de la Résolution Conf. 9.14, le Sous-Comité devra:

1. De manière générale, considérer tous les aspects financiers et budgétaires de la Convention et formuler des recommandations à l’adresse du Comité Permanent. Le Sous-Comité devra s’attacher principalement à assurer la solvabilité de la Convention tout en fournissant les services d’appui essentiels pour le fonctionnement efficient et efficace de la Convention;
2. Évaluer le programme de travail du Secrétariat et d’autres documents ayant des incidences budgétaires relativement:
	* + 1. Aux devoirs et responsabilités du Secrétariat énoncés dans le texte de la Convention; et
			2. À l’assurance que les activités entreprises par le Secrétariat au titre du budget approuvé soient en accord avec les Résolutions et Décisions de la Conférence des Parties;
3. Considérer les procédures administratives et d’autres aspects du financement et de la budgétisation de la Convention, et formuler des recommandations visant à ce que les fonds soient utilisés avec plus d’efficacité;
4. Utiliser l’information développée à travers les processus décrits dans les paragraphes a) à c):

i) préparer avec le Secrétariat tous les documents financiers et budgétaires à soumettre à l’examen du Comité Permanent;

ii) en outre développer le modèle de présentation du rapport afin d’assurer que les rapports financiers soient facilement compréhensibles et transparents, et qu’ils permettent de prendre des décisions éclairées par rapport aux résultats financiers de la Convention;

iii) faire des recommandations au Comité Permanent sur tous les documents financiers et budgétaires et les propositions développées à travers ce processus; et

iv) par ailleurs, aider le Comité permanent à donner un aperçu des questions financières et budgétaires, y compris à préparer des documents pour les réunions de la Conférence des Parties;

e) Tous les six mois, le Secrétariat devra envoyer par voie électronique à tous les membres du Comité permanent un rapport qui identifie et explique toute dépense prévue qui dépasse le budget approuvé de plus de 20% pour la totalité des coûts de personnel ou, s’il s’agit de coûts hors personnel, pour chaque activité, avec l’approche proposée pour gérer tout dépassement de coût prévu.

**Annexe 4**

**Mandat pour l’administration du Fonds d’affectation spéciale pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage**

1. Le Fonds d’affectation spéciale pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (auquel il est fait référence ici sous le nom de fonds d’affectation spéciale) devra être pérennisé sur une période de trois ans afin de soutenir financièrement les objectifs de la Convention.

2. La période financière durera trois années calendaires à partir du 1er janvier 2018, se terminera le 31 décembre 2020 et sera sujette à l’approbation de l’Assemblée des Nations Unies pour l’environnement.

3. Le fonds d’affectation spéciale continuera à être administré par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’Environnement.

4. L’administration du fonds d’affectation spéciale sera soumise à la régulation et aux règles financières des Nations Unies, à la réglementation du personnel des Nations Unies, ainsi qu’à d’autres politiques ou procédures administratives promulguées par le Secrétaire général des Nations-Unies.

5. Conformément aux règles des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour l’Environnement déduira des dépenses du Fonds d’affectation spéciale les frais administratifs s’élevant à 13 pourcent des dépenses pesant sur ce fonds pour ce qui est des activités que ce fonds finance.

6. Les ressources financières du fonds d’affectation spéciale pour 2018-2020 proviendront:

1. des contributions faites par les Parties en référence à l’Annexe 1, y compris les contributions des nouvelles Parties; et
2. d’autres contributions des Parties, ainsi que des subventions des Etats qui ne sont pas des Parties à la Convention, de même qu’en provenance d’autres organisations gouvernementales, intergouvernementales et non-gouvernementales ou d'autres sources.

7. Toutes les contributions au fonds d’affectation spéciale devront être payées en euros. Concernant les contributions des Etats qui deviennent Parties après le début de la période financière, la contribution initiale (au premier jour du troisième mois après dépôt de l’instrument de ratification, son acceptation ou acquisition jusqu’à la fin de la période financière) sera déterminée au prorata des contributions des autres Etats Parties et sera au même niveau que celui qui est appliqué sur l’échelle d’évaluation des Nations Unies, mesure appliquée occasionnellement. Cependant, si la contribution d’une nouvelle Partie déterminée sur cette base devait être supérieure à 22 pourcent du budget, la contribution de cette Partie devra être égale à 22 pourcent du budget de l’année financière au cours de laquelle la Partie a rejoint la Convention (ou au pro rata pour une année incomplète). L’échelle des contributions de toutes les Parties devra alors être revue par le Secrétariat le 1er janvier de l’année suivante. Les contributions devront faire l’objet de versements annuels. Les contributions seront dues les 1er janvier 2018, 2019 et 2020.

8. Les contributions devront être versées sur le compte des Nations Unies sur la base de la facture fournie par le Programme des Nations Unies pour l’Environnement.

9. Dans l’intérêt des Parties, pour chacune des années de la période financière, le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’Environnement doit, dès que possible, notifier les Parties à la Convention du montant de leur contribution.

10. Les contributions reçues dans le fonds d’affectation spéciale qui ne sont pas immédiatement destinées à financer des activités doivent être investies à la discrétion des Nations Unies, et tout revenu doit être crédité au fonds d’affectation spéciale.

11. Le fonds d’affectation spéciale sera sujet à audit par le comité des commissaires aux comptes des Nations Unies.

12. Les budgets estimés devant couvrir les revenus et dépenses de chacune des trois années calendaires constituant la période financière, préparés en euros, devront être soumis à la réunion de la conférence des Parties à la Convention.

13. Les estimations pour chacune des années calendaires couvertes par la période financière devront être divisées en sections et objets de dépenses, devront être spécifiées en fonction des lignes de dépenses, devront inclure des références aux programmes de travail auxquels elles sont apparentées et devront être accompagnées de certaines informations comme cela peut être requis par les contributeurs ou en leur nom, ainsi que d’autres informations que le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’Environnement aura estimées utiles et recommandables. En particulier, les estimations devront aussi être faites par programme de travail pour chacune des années calendaires, les dépenses devant être spécifiées pour chaque programme de façon à ce qu’elles correspondent aux sections, objets de dépenses et lignes budgétaires décrites dans la première phrase du présent paragraphe.

14. Le budget proposé, avec toutes les informations nécessaires, sera transmis par le Secrétariat à toutes les Parties au moins 90 jours avant la date fixée pour l'ouverture de la réunion ordinaire de la conférence des Parties au cours de laquelle il sera examiné.

15. Le budget sera adopté par un vote unanime des Parties présentes et votantes à cette conférence des Parties.

16. Dans l’éventualité où le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’Environnement estimerait que les ressources pourraient être insuffisantes pour couvrir la totalité de la période financière, le Directeur exécutif devra consulter le Secrétariat, qui devra demander conseil au Comité permanent quant à ses priorités pour les dépenses.

17. On ne peut engager les ressources du fonds d’affectation spéciale que si elles sont couvertes par des revenus suffisants au niveau de la Convention.

18. À la demande du Secrétariat de la Convention, après conseil du Comité permanent, le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’Environnement doit, de manière compatible avec les règles et la régulation financières des Nations Unies, faire les transferts nécessaires d’une ligne de budget à l'autre. À la fin de la première année calendaire de la période financière, le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’Environnement peut transférer tout solde restant des dotations à la deuxième année calendaire, à condition que l’ensemble du budget approuvé par les Parties ne soit pas dépassé, sauf consentement spécifique par écrit du Comité permanent.

19. À la fin de chaque année calendaire[[3]](#footnote-3), le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’Environnement devra soumettre aux Parties, par le biais du Secrétariat du Programme des Nations Unies pour l’Environnement /CMS, les comptes de fin d’année. Le Directeur exécutif devra aussi soumettre, dès que possible, les comptes audités pour la période financière. Ces comptes devront inclure tous les détails des dépenses réelles comparées aux provisions d’origine pour chaque ligne de budget.

20. Ces rapports financiers, qui doivent être soumis par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’Environnement, seront simultanément transmis par le Secrétariat de la Convention aux membres du Comité permanent.

21. Le Secrétariat de la Convention devra fournir au Comité permanent une estimation des dépenses proposées pour l'année à venir, simultanément à, ou dès que possible après, la distribution des comptes et des rapports auxquels il est fait référence dans les paragraphes précédents.

22. Le présent mandat sera en vigueur du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020.

1. Fonds général d'affectation spéciale à l'appui de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) [↑](#footnote-ref-1)
2. Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) [↑](#footnote-ref-2)
3. L'année calendaire du 1er janvier au 31 décembre est l’année de l’exercice comptable et financier, mais la clôture officielle des comptes est le 31 mars de l'année suivante. Ainsi, le 31 mars, les comptes de l'exercice précédent doivent être clos, et, ce n’est qu’alors que le Directeur exécutif peut présenter les comptes de l’année civile précédente.. [↑](#footnote-ref-3)